

bre approximatif des mineurs en grève est, à 2 heures, de :
— Paris, 18.000. — Dunkerque, 132.000.
— Valenciennes, 132.000. — Valenciennes, 100.000.
— Nord du pays, 12.000. — Valenciennes, 10.000.
— Derbyshire, 13.000. — Nottingham, 37.000.
— Somerset, 1.000. — Lancashire, 2.800. — Cumberland, 1.000. — Cheshire, 1.000.
A 11 h. 30 les ministres se sont réunis en conseil de cabinet. Il a duré deux heures.
Le bruit court que les patrons reviendront aujourd'hui sur leur refus d'accepter les propositions du gouvernement.
L'acceptation en bloc par tous les patrons de la solution présentée par le gouvernement ne serait d'ailleurs pas suffisante pour mettre fin à la grève, les ouvriers ayant refusé de s'engager à un minimum de production.

UN COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DES MINEURS
A 10 heures les délégués ouvriers se sont réunis et ont communiqué à 1 heure de l'après-midi la note suivante :
« La conférence, réunie de nouveau à dix heures du matin, sous la présidence de M. Edwards, président du Comité, a voté à l'unanimité la motion suivante :
« La conférence se maintient la position prise précédemment, décidant qu'aucun arrangement de paix n'est accepté s'il ne comprend pour les mineurs le minimum de salaire de 10 sh. les travailleurs du sous-sol dans chaque district, ainsi que nous l'avons proposé à la conférence des mines du Royaume-Uni et au premier ministre. »
Londres, 29 février. — Beaucoup de travailleurs des mines ont refusé de descendre dans les mines, malgré les instructions de leurs chefs.
Dans tous les districts, le calme est parfait jusqu'à présent.

Les pourparlers de l'après-midi

Londres, 29 février. — Les négociations ont repris à 3 heures. Les délégués mineurs se sont réunis au Foreign Office. Un quart d'heure après avoir vu M. Asquith, suivi de MM. le chancelier de l'Echiquier, sir Edward Grey et Sydney Buxton.
La conférence a commencé aussitôt.
Londres, 29 février. — La grève générale est maintenant terminée, à moins des concessions soudaines et inattendues des propriétaires.
Plusieurs délégués ouvriers ont annoncé leur intention de quitter Londres ce soir.
« Notre place, disent-ils, est maintenant auprès de nos hommes. »
Les ouvriers prétendent que la grève sera courte, les patrons affirmant qu'elle sera longue. Une nouvelle conférence aura lieu, les autres de quelques semaines.
Il est certain que le gouvernement fera tout son effort pour amener une entente.
On dit qu'au cours du conseil de cabinet de ce matin le chancelier de l'Echiquier a développé les grandes lignes d'un projet de loi établissant d'office un salaire minimum dans tous les districts miniers.
A 4 heures, le premier ministre et le chancelier de l'Echiquier ont quitté le Foreign Office.
Aux Communes, on déclare que les négociations se poursuivent et que le ministre espère qu'il n'y aura pas de nécessité d'envoyer des troupes dans les régions minières.

300.000 grévistes

Londres, 29 février. — A 3 heures, 300.000 mineurs avaient déclaré la grève.
Le chiffre de grévistes ne s'est accru que de quelques centaines.
A Sheffield, plusieurs milliers d'ouvriers ont refusé de descendre dans les mines, malgré les instructions de leurs chefs.
Les Compagnies de chemin de fer annoncent une réduction des services des trains et enrobent les employés, comme les lagers privés pour la protection des lignes.

La Presse Anglaise et l'Opinion

Londres, 29 février. — Les journaux sont unanimes à penser que, si la situation est très grave, elle n'est pas désespérée et que l'intervention du gouvernement n'a pas été inutile. Si cette intervention n'a pas réussi à empêcher la grève, il y a cependant tout lieu d'espérer qu'elle aidera efficacement à la terminer rapidement, avant que le pays soit plongé dans toutes les horreurs d'une famine de charbon.
La longueur de la grève dépend, dans une large mesure, de l'efficacité du gouvernement. On croit généralement qu'elle ne dépassera pas une semaine.
De fait, comme domine dans la situation actuelle, c'est que, en cas de grève nationale, un arrangement amical et prochain serait peut-être possible avec 60 % des charbonnages.

CONSEIL DE CABINET

Paris, 29 février. — Les ministres et sous-ministres se sont réunis ce matin en Conseil de Cabinet au Ministère des affaires étrangères, sous la présidence de M. Poincaré.

Le Statut des Fonctionnaires

Le ministre de la justice a entretenu le Conseil du statut des fonctionnaires et des déclarations qu'il apportera cet après-midi.

devant la commission d'administration générale de la Chambre.

Les nouveaux modèles de casques

Millerand a rendu compte de la visite qu'il avait faite mercredi au camp de tir de Bourges pour se faire présenter certains modèles nouveaux et assister à des tirs. Les résultats ont été des plus satisfaisants.

Le budget de 1913

Le ministre des finances a entretenu ses collègues du budget de 1913 qu'il compte déposer sur le bureau de la Chambre avant les vacances de Pâques.

Les manœuvres navales

Le ministre de la marine a rendu compte des manœuvres navales auxquelles il vient d'assister. Elles ont fait apparaître le sérieux entraînement des unités de toutes catégories qui y ont pris part et la hardiesse heureuse de nos flottes.

Les obèses de l'agent de police Garnier

Le ministre de l'intérieur assistera samedi aux obèses de l'agent de police Garnier.

Un employé de l'O.-E. tue sa femme à coups de talon

Paris, 29 février. — Une scène sauvage s'est déroulée, l'autre soir, à Coignières, petite localité de Seine-et-Oise, où un employé de l'O.-E., Emile Boutlier, âgé de 28 ans, marié depuis dix ans et père d'un gentil bambin, vient de tuer sa femme, Jeanne Doré, dans des circonstances particulièrement atroces. Ce crime a causé d'autant plus d'émotion dans le pays que son auteur, travailleur méritant, est bien noté, était des plus estimés. La victime, au contraire, qui avait contracté de fâcheuses habitudes d'intemperance, était loin d'avoir une conduite exemplaire, et elle désertait parfois pendant plusieurs jours le domicile conjugal pour s'enivrer avec des amis de rencontre, dont le choix laissait plutôt à désirer.

C'est ainsi, qu'avant-hier, Jeanne Boutlier rentra chez elle après une fugue de trois jours, qu'elle avait faite en compagnie d'un obscur mineur, connu seulement sous le sobriquet de « Grand Pierre ». Quand, en rentrant de son travail à six heures, Boutlier aperçut la fugitive, il ne put réprimer une colère ; et, après lui avoir adressé des violentes reproches, il la frappa sauvagement, sans souci de l'état de la malheureuse, enceinte de trois mois.
La vue du sang ne fit qu'exciter la rage du forcené, qui, saisissant sa malheureuse épouse dans ses bras robustes, la porta jusqu'au lieu dit « La Mare des Truies-filleuls ». Inconsolable, toujours, aux supplications de la pauvre femme et aux prières de son fils Emile, qui assistait horrifié à l'horrible drame, l'employé coucha sur le sol son épouse par-dessus la tête, et s'acharna sur elle avec une véritable sauvagerie, lui martelant le ventre et le visage à coups de talon, jusqu'à ce que l'infortunée, couverte de plaies affreuses, ne donnât plus signe de vie.

Abandonnée alors à sa victime, le misérable se rendit tranquillement chez un commerçant de la localité, M. Morel, et lui emprunta une brosse, sur laquelle il chargea le corps saignant et mutilé de sa compagne évanouie. Boutlier se mit en devoir de regagner son logis, mais dans le court trajet, Jeanne expira.

L'assassin, qui allait passer brigadier, a été appréhendé par la gendarmerie de Fontainebleau et écroué à la prison de Beaumonde.

Une chasse à l'homme en locomotive

Paris, 29 février. — Un mécanicien du réseau de l'Etat, M. Philippe, conduisait hier, à la pointe du jour, une locomotive de manœuvre de Virvilly à Versailles, lorsqu'il aperçut trois individus, porteurs de lourds paquets, qui sortaient précipitamment d'une remise installée le long de la voie par un entrepreneur de travaux de réfection, M. Pastre.
Sa locomotive ne tarda pas à rejoindre les fugitifs. Le mécanicien bloqua alors les freins et, attendant que le train s'arrêtât, il se précipita à la garde de son chauffeur, il sauta au collet de l'un des trois individus. Malgré une vive résistance, il parvint à le maîtriser tandis que les deux autres prenaient la fuite.
Aidé du chauffeur, M. Philippe hissa son prisonnier sur sa machine et l'amena à la gare des Chantiers.
L'individu a déclaré se nommer François Diadot, âgé de vingt-huit ans. Avec ses deux camarades, il a dit ignorer les noms, il s'était introduit dans la remise de M. Pastre pour dérober du cuivre.

La triste fin d'un plaideur algril

Paris, 29 février. — Isaac Salomon, un commerçant de la rue de la Villière, mécontent des résultats d'un procès qu'il avait intenté à une femme devant le tribunal de Seine, avait, on le sait, tiré un coup de revolver chargé à blanc contre M. Dille, conseiller à la Cour de Cassation et précédemment président du tribunal de la Seine.
Depuis cette manifestation et pendant que l'instruction se poursuivait, Salomon, paralysé des jambes et tort malade, était détenu à l'infirmerie de la prison de Fresnes. Il y est mort hier.

Deux Procès retentissants A LILLE

L'Affaire du liquidateur Desreumeaux devant le Tribunal Civil

Le gendarme Bellivier devant le Conseil de guerre du 1er Corps d'Armée.

M. DESREUMEUX, LIQUIDATEUR DE LA CONGRÉGATION DES BERNARDINES DESQUERMEUX QUI REGLAIENT 20.000 FRANCS D'INDIGNES, PERD SON PROCÈS

Le jugement concernant l'affaire du liquidateur Desreumeaux a été rendu au cours de l'audience d'hier de la première chambre du tribunal civil qui était présidée par M. Leclercq, juge, assisté de MM. Gachet et Courchet. La tribune du ministère public était occupée par M. Chanzy, procureur de la République.

Nous avons exposé le fond de ce procès dans les débats eurent lieu le samedi 21 janvier dernier.

En 1904, M. Desreumeaux avait été désigné par le tribunal civil comme liquidateur de la congrégation des Bernardines de Notre-Dame-de-la-Plaine, à Esnes. Les biens relevés de ses fonctions en 1910, les opérations de liquidation ayant été confiées, à partir de cette époque, à l'administration des domaines.

En 1911, M. Desreumeaux demanda, par voie de justice, l'homologation de ses comptes de liquidation, prétendant qu'une somme de 20.000 francs lui était encore due pour honoraires.

L'affaire vint à l'audience du 20 janvier dernier et M. le procureur de la République combattit les prétentions du liquidateur.

M. Chouzy déclara trouver exagérés des comptes de frais de voyage, de gardiennage, d'avocats, etc., et chiffré l'exagération à au moins 4.000 francs. De plus, il déclara qu'une somme de 20.000 francs, reçue du département à titre de « frais de courtage » par le liquidateur à propos de la vente de l'immeuble du couvent d'Esnes, devait être portée en ligne de compte pour les honoraires.

M. Desreumeaux défendit sa cause en prétendant qu'il n'avait gagné que 9.000 francs pendant ses six années d'exercice et que les 20.000 francs du département ne pouvaient entrer en compte avec les honoraires qui lui étaient dus, car il les avait touchés à titre de « pourboire ».

A cela, M. le procureur de la République répondit encore que M. Desreumeaux avait touché cet argent à l'occasion de l'exercice de son mandat et il termina en disant aux juges :

« Votre jugement doit être une leçon et un exemple à la fois pour vous rendre toute leur dignité aux principes de franchise et de probité dont c'est le devoir de tout magistrat. Desreumeaux connaît le droit. Il voudrait trop se servir de ses connaissances. Et il lui faudrait bien renoncer à l'étonnant cumul auquel il a eu tort de songer. »

Le jugement rendu hier a donné raison aux critiques de M. le procureur de la République.

Les frais de voyage comptés à raison de 10 francs par jour sont réduits à 260 francs. Les honoraires de M. Desreumeaux sont fixés à 510 francs, somme justifiée par des justificatifs.

En ce qui concerne le paiement de la somme de 20.000 francs, ce qui constitue le fond du procès, le jugement déclare que M. Desreumeaux a outrepassé ses droits en recevant une rétribution de l'acquéreur, qui n'avait pas à payer une indemnité, qu'il agit là d'un profit illicite et qu'en sa qualité de mandataire il doit rendre compte de cette somme, laquelle doit venir en déduction de ses honoraires.

Pour ce qui concerne les réserves faites par M. le procureur de la République au sujet de l'intérêt des sommes provenant des biens liquidés qui n'ont été exigés de qui de droit au taux légal de 4 p. c. par le liquidateur, le tribunal donne raison à M. Desreumeaux.

Pour terminer, le jugement fixe à la somme de 41.755 francs les honoraires de M. Desreumeaux en les calculant à 3 p. c. sur l'actif de la liquidation et dit qu'il y a lieu de déduire de cette somme les honoraires reçus du département par M. Desreumeaux, et que celui-ci réclame et celle de 6.300 fr. qui lui a déjà été payée. Il reste dû, en tout et pour tout, au liquidateur, la somme de 35.455 francs, que l'administration des domaines devra lui payer.

Victime de l'alcool

C'EST AINSI QUE L'ON PEUT APPELER LE GENDARME BELLIVIER DE LA BRIGADE DES MASNIÈRES CONDAMNÉ À DEUX ANS DE PRISON PAR LE CONSEIL DE GUERRE POUR AVOIR TIRÉ DEUX COUPS DE REVOLVER À L'ADRESSE D'UN DE SES COLÈGUES.

LE CONSEIL A ÉMIS UNE CRISSE DE DELIRE ALCOOLIQUE.

Le gendarme Alexandre Bellivier de la brigade de Masnières a comparu hier devant les juges du Conseil de guerre du premier corps d'armée siégeant à la Citadelle de Lille pour répondre de l'inculpation d'avoir le 5 décembre dernier tiré deux coups de mort sur le gendarme Priser, faisant fonctions de commandant de brigade, avec la circonstance aggravante d'avoir prométié cet acte.

Le Conseil était présidé par M. le colonel Boyet, directeur du Génie.

CE QU'EST BELLIVIER
Originaire des Deux-Sèvres, Alexandre Bellivier était domestique de ferme quand il partit au régiment. Il fit son congé dans le génie et rentra pour trois ans comme sapeur conducteur. Il fit la campagne du Maroc et obtint la médaille de Casablanca.

Soldat, Bellivier contracta la fâcheuse habitude de s'enivrer. Au Maroc, il devint le proie de l'insubordination et lorsqu'il quitta le régiment, l'alcoolisme put compter une victime de plus.

Avant d'être postulé pour entrer dans la gendarmerie, Bellivier fut affecté à la première légion et c'est en sa qualité de brigadier de Masnières qu'il se livra à sa débauche.

Marié, père de trois enfants, il ne quitta pas ses habitudes d'intemperance et lui valurent deux punitions graves.

Surveillé par ses chefs, par sa famille, le gendarme surmonta un moment sa passion jusqu'au jour où ayant eu l'occasion de s'y livrer sans mesure, il commist l'acte qui le conduisit sur le banc du Conseil de guerre, honte suprême.

VENGEANCE D'HYROGNE

C'était le 5 décembre de l'année dernière. Le brigadier Camus commandant la brigade de Masnières était tombé malade la veille, le gendarme Priser prit le commandement et envoya Bellivier chercher un médecin.

N'ayant pas trouvé le docteur du pays, le gendarme résolut d'aller demander celui de Maroing, commune distante de 4 kilomètres de Masnières.

Au lieu d'y aller par chemin de fer, Bellivier fit la route à pied. Ayant l'intention de faire quelques libations dans les cabarets du pays, il se permit de se faire remarquer par son comportement et par son langage.

Trébuchant son argent de poche — emprunté cinq francs à un cabaretier de Masnières. Bellivier trouva dans les estaminets maintes occasions d'avaloir de copieuses rasades de bière et d'alcool avec les consommateurs.

Et si bien qu'à son retour à la caserne il était parfaitement ivre, ce que constata le gendarme Roussel qui avait été envoyé à sa recherche.

Ayant reçu une observation du gendarme Priser qui lui dit : « C'est malheureux que vous ne puissiez sortir seul sans revenir dans cet état », Bellivier se retira sans répondre dans son appartement où il essaya vainement de confectionner le double d'un procès-verbal. A l'écurie où il se rendit ensuite avec ses camarades pour donner à leurs chevaux un peu de repos, il se permit d'effectuer correctement ce service.

Retourné dans son appartement Bellivier se sentit très violent à l'égard de sa femme et de ses enfants. Il se permit de leur faire des reproches et de leur dire qu'il était fatigué de leur présence.

Comme il s'était emparé de son revolver d'ordonnance et que sa femme craignait qu'il ne pût se passer de lui, elle se précipita vers le gendarme Roussel pour lui faire part de ce qui se passait.

Mis à son tour au courant des faits, Priser était resté dans le bureau où il travaillait quand soudain Bellivier entra dans cette pièce et se précipita vers son collègue, lui dit en titubant : « Surtout, moi ? Surtout, moi ? »

Priser se garda bien de répondre, car il avait remarqué que l'hyrogne le tenait à la main. Il se précipita vers la porte et se précipita vers la porte et se précipita vers la porte.

gement des armes l'on passa à l'audition des témoins.

C'EST UN DEGENERÉ

Tout à tour le gendarme Priser, la déposition écrite du gendarme Roussel actuellement malade, la femme de ce gendarme et M. le capitaine du génie Desreumeaux furent confrontés avec les témoins de l'accusation.

Le seul témoin d'importance, si l'on peut s'exprimer ainsi, fut M. le médecin-major de 1re classe, Régis Sabatier de Lille qui examina Bellivier au point de vue mental.

Cet individu, déclara-t-il, porte le poids d'une lourde hérédité. C'est un dégénéré nerveux sur lequel l'alcoolisme a exercé son action. Il agit avec une force particulière et il n'est pas douteux qu'en ce cas, sa responsabilité est atténuée.

UNE PEINE RELATIVE SUFFIT...

Le réquisitoire prononcé par M. Jolivet, commissaire du gouvernement, fut modéré. Quoique s'élevât contre le triste spectacle qu'offre un représentant de l'autorité assis sur le banc d'inflamé pour un fait aussi grave, l'accusateur ne put s'empêcher en raison des circonstances de l'acte, d'admettre la circonstance atténuante.

PITIE POUR SA FEMME

M. Fernand Macquart du barreau de Lille assura la défense de Bellivier. Avec son talent fougueux, sa verve pleine de logique, le jeune maître assumait cette lourde tâche.

Son plaidoyer plaidait pour un long cri de pitié poussé en faveur de la malheureuse femme de Bellivier et des petits enfants de ce malheureux.

Après avoir ardemment combattu point par point les chefs d'accusation, le défenseur parvint à démontrer que la tentative de meurtre ne pouvait être retenue et que seul le délit de coups pouvait faire condamner le gendarme coupable à une peine de prison.

DEUX ANS DE PRISON SERONT SA PEINE

Au cours de sa délibération le Conseil admit la thèse présentée par le défenseur et réduisit l'inculpation de tentative de meurtre.

Bellivier fut reconnu coupable d'avoir porté volontairement des coups au gendarme Priser faisant fonctions de chef de brigade et d'avoir agi avec préméditation.

Les circonstances atténuantes lui furent accordées.

En conséquence, ses juges prononcèrent contre lui une peine de deux ans de prison.

Et maintenant, la bas dans un petit village des Deux-Sèvres, une femme et trois enfants pleureront tout leur vie l'acte d'un homme qui n'avait été qu'une victime de l'horrible Alcool.

LE MINISTRE DE LA JUSTICE.

A LA CHAMBRE

SÉANCE DE JEUDI

Paris, 29 février. — Relativement peu de monde dans les tribunes et très peu de députés en séance.

M. BRISSON présida. MM. POINCARÉ et BOURGEOIS ont au banc du gouvernement.

LE PRÉSIDENT fait connaître qu'il a reçu de M. Razimbaud une demande d'urgence à la proposition de résolution suivante :

« La Chambre invite le gouvernement à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour éliminer sans délai le système des notes secrètes. »

On statuera au fin de séance.

LE PROTECTORAT MAROCAIN

La Chambre adopte un projet de loi portant ouverture au ministère des affaires étrangères pour l'exercice 1912 d'un crédit extraordinaire de 50.000 francs pour frais de la mission chargée de négocier à Fez avec le sultan un traité de protectorat sur le Maroc.

VAILLANT demande quelques explications sur ce traité ; mais M. POINCARÉ fait observer que la Constitution confère au Pouvair Exécutif le droit de négocier. Le traité de protectorat sera d'ailleurs soumis à la ratification du Parlement lorsqu'il aura été signé par le Sultan. Ce projet de loi porte également ouverture au ministre du travail d'un crédit supplémentaire de 51.594 francs applicables à l'exercice 1912 nécessaires pour l'application de la loi des retraites ouvrières.

Ces crédits sont votés par 150 voix contre 0.

La Journée de dix heures

Discours de M. Léon Bourgeois

Puis on revient à la discussion hebdomadaire du projet de loi tendant à réduire à dix heures la durée normale du travail des ouvriers adultes dans les établissements industriels.

M. Léon Bourgeois, ministre du travail, expose les raisons qui le font insister pour la durée normale du travail des ouvriers adultes dans les établissements industriels.

M. LE MINISTRE. — L'état actuel de la législation crée un état d'inégalité très grand entre les salariés et entre les industriels, et il aboutit à donner une prime à ceux qui diminuent le travail de la femme et l'homme.

La loi de 1906 a été une loi incomplète. La nécessité d'une modification est apparue au lendemain même de son application.

Une loi générale établissant l'unité du régime du travail est nécessaire. Sur quelle base peut-on faire l'unification légale ? Co-

ment les faits qui donnent la réponse. On est obligé de prendre pour base la journée de dix heures. Aujourd'hui, la loi de dix heures rencontre une opposition plus économique que celle qui a été faite. On a la plupart d'entre elles, elle a ses partisans comme ses adversaires. M. le comte de Mun l'a défendue à la commission du travail.

LAUCHE. — Les adversaires les plus irréductibles de la loi sont parmi vos amis radicaux.

M. LE MINISTRE. — Nous verrons cela au moment du vote. (Applaudissements à gauche.)

L'intervention de l'Etat en matière économique ne saurait être dans le sens de la protection de l'industrie ; elle est également légitime quand il s'agit de protéger le travail.

En réalité, il faut se placer en face du problème et le résoudre équitablement.

M. DE DION. — On dit cela aujourd'hui pour la loi de dix heures ; on le dira demain pour celle de huit heures, et après-demain pour celle de six heures, et ainsi de suite.

Emile DUMAS. — Quand vous serez ruinés, vous viendrez nous trouver, nous vous aiderons à vivre. (Hilarité.)

M. BOURGEOIS résume ensuite les diverses objections qui ont été faites à la loi. Il démontre notamment que l'objection de rigidité de la loi ne tient pas, puisque le projet autorise de larges dérogations.

LE MINISTRE. — Peut-être une telle loi amènera-t-elle une diminution dans la production ; c'est incontestable ; mais la diminution sera passagère.

Dans les établissements de notre artillerie nous-mêmes, on a diminué la durée du travail depuis 1905 de 10 heures à 9 heures en 1906 ; de 9 heures à 8 heures et demi en 1908.

Cette diminution prudemment accomplie a pu être réalisée sans fléchissement des redevances fiscales et des taxes de revient.

M. BOURGEOIS rappelle les chiffres des rapports des inspecteurs du travail, attestant que sur les 930.000 travailleurs cidesus visés, 365.000 ont, en fait, la journée de 10 heures.

M. TOURNADAUD. — Alors, pourquoi faire une loi ? (Applaudissements au centre.)

LAUCHE. — Alors, pourquoi la refuser ?

Le travail humain n'est pas une marchandise

M. LE MINISTRE DU TRAVAIL. — Il faudrait faire la loi même pour un ouvrier sur quatre, si cet ouvrier n'a pas le régime des heures qu'on veut lui imposer. (Applaudissements à gauche.)

D'ailleurs, tout ce problème est dominé par une question plus haute : c'est une question de moralité qui se pose.

Le travail humain n'est pas une marchandise. La loi de 10 heures améliorera le foyer ouvrier. Elle assurera son hygiène physique et morale, sa santé, sa vie même ; les statistiques attestent qu'à partir de la neuvième heure du travail les accidents augmentent.

Quelques esprits chagrins prétendent que l'ouvrier emploiera ses nouvelles heures de liberté à aller au cabaret. Quelle erreur économique : c'est dans les industries de courte durée de travail que l'alcoolisme est le plus répandu. (Applaudissements à gauche.)

Et ce fait s'explique : l'ouvrier de ces industries rentre chez lui quand la lampe est encore allumée, quand les enfants sont encore éveillés, quand il sait qu'en rentrant au foyer il trouvera la lumière et la gaieté. (Applaudissements à gauche.)

Et c'est dans les autres industries, dans celles où le travail se prolonge : c'est quand l'ouvrier sait que, rentré chez lui, il y trouvera le repos, la tranquillité, la sérénité, que le travail est le plus fatigant. (Applaudissements à gauche.)

« Le foyer de concorde »

C'est le rôle, le devoir, la grandeur d'une démocratie de permettre le plein épanouissement de l'industrie.

La France a réalisé hier les retraites ouvrières ; elle se doit de faire la loi de 10 heures : c'est le foyer de concorde qui doit se constituer tous les Français. (Vifs applaudissements à gauche.)

Le ministre du travail obtient un vif succès. Après lui, M. Dubuis, député progressiste de la Seine, monte à la tribune pour combattre le projet de loi.

M. Dubuis demande qu'une enquête soit faite auprès des industriels.

Après ce discours, la discussion générale est close et l'on décide de renvoyer la discussion à jeudi.

LES FRAUDES DANS L'HERAULT

En fin de séance, M. Leroy Beaulieu pose une question au ministre de l'intérieur sur certains actes administratifs du Préfet de l'Hérault.

Un autre député de l'Hérault, M. Pelissier, pose une question analogue au ministre et signale à son tour des manœuvres de malices dans sa circonscription. Comme il est nécessaire de donner un avis, M. Leroy Beaulieu, il veut lui répondre, mais le règlement est formel. M. Brissot le lui rappelle, il ne peut que poser une question au ministre.

Le ministre répond aux orateurs que le préfet a obtenu aux instructions qui lui ont été données et il s'explique sur les cas particuliers signalés.

Après cette réponse, M. Leroy Beaulieu veut revenir à la charge ; mais il n'a pas le droit de parler d'après le règlement puisqu'il ne s'agit que d'une question. M. Brissot veut l'empêcher de parler, alors c'est le tumulte dans toute la Chambre.

M. RAZIMBAUD demande qu'on transmette la question en interprétation. A mains levées la Chambre refuse d'écarter le débat.

A la tribune, M. Leroy-Beaulieu se lève à la tribune. Sa voix est couverte par la sonnette du président.

Finalement on s'explique. La Chambre

FEUILLETON DU 1er AVRIL. — N. 30

Ala Pointe de l'Epée

PAR A. W. MARCHMONT

Adapté de l'Anglais par E. Pierre LUDON

Connaissiez-vous le système d'emprisonnement russe, sachant que un prisonnier arrêté sous le plus futile soupçon est le plus fréquemment privé de toute communication avec sa famille et ses amis, je ne partageais avec aucune faon le calme qu'elle professait. Le soudaineté de l'arrestation combinée avec la ruine de tous ses plans m'inquiétait terriblement.

Je posai aux deux femmes toutes les questions suggérées par ma connaissance des événements, sans en obtenir davantage. Je ne pus entièrement cacher mon angoisse, mais le fils de mon mieux pour persuader la comtesse que je pouvais sortir Olga de ce mauvais pas.

Je cours chez Paula Tuskid, comptant obtenir d'elle les indications les plus utiles pour la direction dans laquelle devait tendre mes efforts. Je ne la trouvai pas et les nouvelles qui m'attendaient étaient plutôt déconcertantes.

Elle avait été appelée soudainement et ne savait où, était morte sans dire où elle pouvait la trouver, ni quand elle reviendrait, contrairement à ses habitudes.

Je me rendis alors au bureau du chef de la police. Mon uniforme me fit recevoir avec la plus grande politesse, mais la police n'eut aucune information.

— Je regrette de ne pouvoir vous donner aucun renseignement, lieutenant, vous savez combien nous avons les mains liées et les yeux bandés.

— Tout autre chose, je suis votre obéissant serviteur. Vraiment,